Appel à la solidarité internationale avec Prime Lihon et Tithi, victimes de la violence islamiste, dans un contexte de révolte sociale des travailleuses et des travailleurs du textile au Bangladesh

Le Bangladesh est actuellement secoué par un très vaste mouvement social de travailleuses et travailleurs du prêt-à-porter protestant contre leurs conditions de quasi-esclavage[1]. Comme toujours dans ces situations, le gouvernement et ses alliés tentent de créer des diversions pour détourner l'attention des vrais problèmes.

La police réprime brutalement les manifestations, faisant de nombreux blessés, et même des morts.

Une autre forme de répression du mouvement social des ouvrières est organisée par des groupes islamistes qui cherchent à exploiter la situation pour cibler les militants des droits humains en général et les défenseurs des droits des travailleurs en particulier.

Prime Lihon est un jeune homme remarquablement talentueux. Il a probablement écrit et édité plus d'une douzaine d'ouvrages et possède également des compétences en traduction. Des centaines de ses articles ont enrichi des revues scientifiques influentes à travers le monde. Des millions de personnes s'intéressent chaque jour davantage aux sciences grâce à son travail. Son épouse, Tithi, est une femme sage et réfléchie. Ils vivent tous deux à Feni, dans le district de Chittagong.

Dans la nuit du mardi 17 novembre, ils ont été pris à partie par une foule de fondamentalistes islamistes. La police est intervenue, a rétabli l'ordre et a arrêté Lihon et Tithi. (vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=FMFDjSJwPb4)

Ils ne bénéficient d'aucun soutien organisationnel local.

Lihon a également été renié par sa famille suite à des accusations d'athéisme.

Dans ces circonstances, des personnes militant pour la liberté de conscience et d'expression ont fait le déplacement depuis Dacca, la capitale du Bangladesh, jusqu'au commissariat de « police modèle » de Feni afin d'exprimer leur soutien et de faire savoir aux autorités et aux groupes islamistes que Lihon et Tithi ne sont pas seuls. Leur objectif est de les protéger à la fois du commissariat et des terroristes.

Ces compagnons lancent une campagne de solidarité avec Lihon et Tithi. Ils auront besoin de soutien, qu'il soit moral, politique ou financier.

Nous sommes en contact avec eux. Si vous souhaitez être informé de l'évolution de la situation, si vous souhaitez relayer les appels à la solidarité, ou si vous souhaitez apporter une contribution financière, veuillez nous écrire à contact@cnt-ait.info.

Car une attaque contre l'un d'entre nous est une attaque contre nous tous !

Solidarité avec le Prime Lihon et Tithi !

Liberté de conscience et liberté d'expression au Bangladesh, comme partout ailleurs !

Des militantes et militants de la CNT-AIT en France

https://cnt-ait.info

contact@cnt-ait.info

[1] Voir cet article pour plus d'informations : « Des grévistes du textile au Bangladesh descendent dans la rue malgré la répression », https://cnt-ait.info/2026/11/17/bangladesh261117

L'Association des Travailleurs du Bangladesh (BWA) intervient face à la montée des violences collectives visant les libres penseurs au Bangladesh

19 novembre 2026



L'écrivain Anwar Hossain Parvez (32 ans) et son épouse Mahin Istiaz Jahan Tithi (25 ans) sont deux penseurs scientifiques et écrivains contestataires reconnus au Bangladesh, particulièrement connu en ligne sous le nom respectivement de « Lihon Prime » et de Tithi

Depuis leur mariage, ils vivent dans un appartement à Garden City, dans la ville de Feni, au Bangladesh. Outre la création régulière de contenus (articles et vidéos) sur les réseaux sociaux, abordant l'évolution, les sciences, la psychologie, la liberté des femmes et le rationalisme, le couple écrit, édite et traduit également des livres. Ils traitent aussi, en plus des sciences et de la société, de religion, des croyances traditionnelles et de l'athéisme. Ces écrits leur ont permis de se constituer une large audience en ligne : Lihon compte à lui seul au moins 250 000 abonnés sur Facebook. Cependant, leurs prises de position critiques sur les questions religieuses leur valent fréquemment des controverses.

Alors que les violences fondamentalistes islamistes contre les libres penseurs semblaient être des incidents relativement isolés avant le tournant politique du 5 août 202[2]4, le fondamentalisme et le terrorisme collectif ont depuis lors connu une augmentation alarmante au Bangladesh. De fin 2024 à aujourd'hui, des attaques, des actes de vandalisme et des incendies criminels visant des sanctuaires traditionnels (mazars) et des loges soufies (darbar sharifs) se produisent continuellement à travers le pays. De plus, au nom de la « justice des foules » ou du « Tawhidi Janata » (foules de fous de dieu), des membres de minorités, des athées, des laïcs et des libres penseurs ont été tués les uns après les autres lors de ces violences collectives. Parfois, une simple publication sur Facebook, parfois une dispute anodine dans un café, et parfois une conversation informelle avec un collègue ont déclenché ces attaques.

Selon un rapport du Conseil d'unité hindou-bouddhiste-chrétien du Bangladesh, au moins 522 incidents de violence communautaire contre les minorités ont eu lieu en 2025. Par ailleurs, un rapport du Congrès des droits de l'homme pour les minorités du Bangladesh (HRCBM), couvrant le premier semestre 2026 (janvier-juin), a recensé plus d'une centaine d'actes de vandalisme contre des institutions religieuses, d'accaparements de terres et de violences.

Les récits de plusieurs incidents marquants survenus ces deux dernières années sont profondément horrifiants :

- Septembre 2024 : À Khulna, une foule en colère s'est rassemblée en présence des forces de l'ordre et a tenté de battre à mort un jeune homme nommé Utsab Mandal, l'accusant de blasphème.

- Novembre 2024 : Lors d'attaques et d'affrontements répétés au « Murshidpur Darbar Sharif » (sanctuaire de Khaja Baba) dans la région de Lachmanpur, dans le district de Sherpur Sadar, le gardien du sanctuaire, Hafez Uddin, a été tué.

---

[2] Note des traductrices : sur la répression des libres-penseurs au Bangladesh lire par exemple l'article «Lettre ouverte à Mark Zuckerberg » https://cnt-ait.info/2020/08/27/lettre-ouverte-a-mark-zuckerberg. Sur la Révolution de Juillet 2024, cf. par exemple l'article « Soulèvement populaire contre un État autocratique : le présent, le passé et l'avenir du Bangladesh » https://cnt-ait.info/2024/07/26/bangla-24-07-24-fr

• Septembre 2025 : Le 5 septembre, une attaque féroce a été perpétrée contre le mausolée de Nurul Haque, alias Nural Pagla, à Goalanda, Rajbari. Son corps a été exhumé et brûlé. Une personne, Russel Mollah, a été tuée et plus de cinquante autres blessées lors des affrontements.

• Décembre 2025 : À Bhaluka, Mymensingh, un ouvrier du textile nommé Dipu Chandra a été extrait de force de son usine et sauvagement battu à mort, accusé d'insulte à la religion.

• Avril 2026 : Le 11 avril, plus de deux cents personnes ont attaqué le mausolée de Pir Shamim Jahangir, alias Abdur Rahman, dans l'Union de Philipnagar, Upazila de Daulatpur, Kushtia, l'accusant de profanation du Coran. Les agresseurs l'ont extrait de sa chambre, l'ont roué de coups à l'arme blanche et l'ont jeté du deuxième étage. Il est décédé plus tard au centre de santé de l'Upazila de Daulatpur.

• Octobre 2026 : À Debhata, dans le district de Satkhira, une foule s'est rassemblée via Facebook Live après la diffusion d'un enregistrement audio d'une conversation impliquant un scientifique nommé Wahiduzzaman Shamim, accusé de blasphème. La foule a ensuite attaqué le centre de santé de l'Upazila, l'a emmené de force et l'a battu à mort à plusieurs reprises.

Durant cette période, plusieurs autres décès ont été recensés à travers le pays lors de violences visant les minorités et leurs lieux saints, également sous prétexte d'accusations de blasphème. Selon les données de l'organisation de défense des droits humains Ain o Salish Kendra (ASK), les violences collectives ont fait 128 victimes en 2024, 197 en 2025 et 171 jusqu'en septembre 2026. Parallèlement, selon la Fondation Manabadhikar Shongskriti (MSF), 868 personnes ont perdu la vie dans toutes les formes de violence collective au cours des 34 mois environ qui se sont écoulés entre 2024 et octobre 2026. Les milieux laïques, athées, de gauche, scientifiques, anti-système et anarcho-syndicalistes du Bangladesh sont profondément préoccupés par ces événements. Malgré la multiplication des atrocités relayées sur les réseaux sociaux, aucune mesure efficace n'a malheureusement pu être prise pour les prévenir.

Lihon Prime et son épouse Tithi sont les dernières victimes de ce phénomène. Récemment, dans une publication sur son compte Facebook personnel, Lihon a affirmé que la quantité de bactéries présentes dans la barbe humaine était supérieure à celle présente dans le pelage d'un chien. Pour étayer son propos, il a joint des citations de revues scientifiques internationales à comité de lecture. Cependant, ignorant ces explications scientifiques des revues académiques, des dévots religieux locaux ont perçu la comparaison entre le pelage des chiens et la pratique religieuse du port de la barbe (Sunnah) comme une « atteinte aux sentiments religieux ».

En conséquence, vers 21h15 le mardi 17 novembre 2026, une foule en colère s'est rassemblée au rez-de-chaussée de Garden City, dans la ville de Feni, et a commencé à manifester. Informée, la police du commissariat de Feni est arrivée sur les lieux et a interpellé Parvez et sa femme Tithi à leur domicile situé au 16e étage. Alors qu'ils étaient placés dans le fourgon de police, la foule en colère a agressé Parvez et a jeté des briques et des œufs sur le véhicule. Au moins quatre personnes, dont deux policiers, ont été blessées, et le véhicule de police a été endommagé. Après avoir eu connaissance de l'incident, je me suis entretenu directement avec le commissaire du commissariat de Feni, qui a confirmé les faits.

Suite à cet incident, le sous-inspecteur Md. Israfil du commissariat de police modèle de Feni a porté plainte contre Parvez et Tithi en vertu de la loi sur la cyber sécurité de 2026 et des articles pertinents du code pénal de 1860, pour atteinte aux sentiments religieux[3].

Le mercredi 18 novembre, le couple a été incarcéré à la prison de Ranirhat par décision de justice, en attente de leur prochain jugement. Par l'addition des peines, possible selon le système légal du Bangladesh dans certaines circonstances, ils risquent jusqu'à 11 ans de prison, et des dizaines de milliers d'euros d'amendes.]

On espérait qu'en ce moment critique, des personnalités progressistes du Bangladesh se mobiliseraient activement aux côtés de ces deux victimes. Malheureusement, aucun autre soutien que celui de l'auteur de ces lignes n'a été constaté lors de l'audience au tribunal. Cependant, de nombreux militants de gauche et athées indépendants prennent leur défense en ligne.

Face à cette situation, l'Association des travailleurs du Bangladesh (*Bangladesh Sramik Samiti*, BWA) s'est engagée moralement à poursuivre le combat juridique pour la libération du couple. Les sections de l'AIT ; et notamment la Fédération anarcho-syndicaliste (ASF), la section australienne de l'Association internationale des travailleurs (AIT), ont indiqué apporter leur soutien, l'ASF s'engageant à prendre en charge les frais de justice du couple.

Nous publierons régulièrement des mises à jour sur l'évolution de l'affaire et la situation générale.

Kai Tanvir Hossain

Écrivain et journaliste,
Feni, Bangladesh

[3] Note des traducteurs : il faut noter que le Code pénal date originalement de l'année 1860, c'est-à-dire en pleine époque coloniale, dont il est une forme d'héritage !!!]